

Amnesty fait le bilan de son enquête

« L'impunité est inacceptable »

Après douze jours d'investigation, la délégation d'Amnesty International (AI) quitte aujourd'hui l'Algérie tout en espérant y revenir fréquemment. Dans un point de presse, tenu hier à l'hôtel El Djazaïr, les quatre membres de la délégation ont dressé un premier bilan de leur visite, laquelle, disent-ils, a consisté à écouter toutes les parties. Ils ont sommairement fait le tour des questions qui les préoccupent. Certaines n'ont toutefois pas trouvé de réponse, et une réticence à communiquer de la part de différents services sollicités a été constatée par Amnesty particulièrement sur le dossier des disparus. Celle-ci souhaite que la visite soit le prélude à une présence permanente en Algérie. Abordant la question de l'absolution des terroristes, M. Roger Clarck réitérera son refus de l'« impunité ».

« Amnesty partage les demandes qui lui ont été livrées, nous les soutenons. Nous avons entendu les doléances exprimées par les familles victimes du terrorisme et des disparus. Cela représente des attentes sérieuses, un besoin de justice auquel l'Etat algérien est



Photo: M. Leclercq

Hier, lors de la conférence de presse.

appelé à répondre de manière efficace. » A noter que pour la première fois le mot « terrorisme » est employé. Cette question a été soulevée avec les autorités algériennes et différentes autres personnalités et associations. Mais un consensus n'a pu être trouvé. « La paix ne

passé pas au prix de la vérité et de la justice, l'impunité est inacceptable », dira M. Roger Clarck, qui déclare avoir constaté quelque amélioration dans le respect des droits de l'Homme. Et à sa consœur, M^{me} Donatella Rovera de préciser : « Il y a de moins en moins de personnes arrêtées,

moins de torture, moins de cas de disparition signalés. » Les missionnaires ont travaillé en toute liberté, mais posent un point d'interrogation quant à une éventuelle manipulation par le pouvoir de certaines parties interrogées. « Cela peut arriver, comme dans tous les pays du monde », appré-

hendent-ils. Interrogé au sujet du meeting de jeudi dernier où des personnalités et des associations ont dénoncé la « discrimination entre les victimes faite par AI », M. Roger Clarck répondra : « Je ne comprends vraiment pas leur attitude. Nous avons reçu et discuté pendant longtemps, et à deux reprises, avec des associations et personnalités qui ont participé à ce meeting. Quant à la soi-disant "discrimination", je tiens à dire que nous avons écouté toutes les parties. » Les délégués d'Amnesty affirment ne pas pouvoir tirer dans l'immédiat des conclusions définitives et absolues, et que douze jours d'écoute et d'investigation ne peuvent cerner dix années de tragédie. Un communiqué de presse sera rendu public, la semaine prochaine, dans tous les pays. Toutefois les informations recueillies durant cette visite seront transmises au QG de l'ONG, basé à Londres, et serviront ultérieurement à l'élaboration d'un rapport sur l'Algérie. Sans préciser de date. Les missionnaires espèrent approfondir leurs recherches, à l'occasion d'autres visites.

Amar H.

Le Matin 14.05.2000